

LA LETTRE DE JUSTICE ET PAIX

AVEC UN IMMENSE CHAGRIN¹

Le rapport de la CIASE sur la pédocriminalité dans l'Église est terrible. Notre institution a ignoré les agressions, caché la vérité, refusé d'entendre la parole des victimes et cela pendant des dizaines d'années.

« *Le plus terrible pour moi, a dit Jean-Marc Sauvé, aura été de voir le mal le plus absolu – l'atteinte à l'intégrité physique et psychique d'enfants – c'est-à-dire une œuvre de mort, perpétrée par des personnes dont la mission était d'apporter la vie et le salut.* ».

Ce rapport appelle des réponses fortes et rapides.

À l'égard de :

- « *toutes les personnes victimes, celles qui ont pu parler, celles qui n'ont pu le faire encore ou ne le pourrions jamais et celles qui sont mortes. Rien ne peut justifier qu'elles n'aient pas été entendues, crues, soutenues. Ni que la plupart des coupables n'aient pas été signalés et jugés* »²,

- de tous les fidèles qui s'interrogent sur le fonctionnement de leur Église et celui de sa gouvernance.

- de la société toute entière, à qui nous devons rendre des comptes, car l'Église fait partie de la Société et doit contribuer à la faire progresser.

Il n'y a pas de paix sans justice.

Justice et Paix France

¹ Déclaration du pape François

² Communiqué de presse du 5 octobre de la CEF et de la CORREF



© Image par FelixMittermeier de Pixabay

L'ALLIÉ ALLEMAND

Une coalition gouvernementale inédite est en formation à Berlin. Les négociations aboutiront sans doute à temps pour que le futur chancelier participe au conseil européen des 16 et 17 décembre. Ce rendez-vous donnera une première indication sur la façon dont l'Allemagne assumera son rôle de première puissance économique du continent. Le maître mot, si le chancelier est, comme attendu, Olaf Scholz, sera la continuité. Candidat du parti social-démocrate (SPD), celui-ci était ministre des finances du gouvernement sortant dirigé par Angela Merkel. Il n'a jamais dérogé au consensus en vigueur outre-Rhin sur les questions budgétaires : que ce soit pour prôner la rigueur ou, à l'inverse, pour ouvrir le chéquier et soutenir le plan de relance imaginé par la France et concocté par la Commission face au choc de la pandémie de Covid-19. Sous sa houlette, l'Allemagne continuera à se déterminer à partir de sa centralité dans les échanges économiques et politiques de l'UE. Sous Angela Merkel, cela l'a conduit à privilégier la stabilité. Mais les temps

changent. Les relations se durcissent avec les grands partenaires internationaux : la Chine pour le commerce, les États-Unis pour la sécurité, la Russie pour l'énergie. Ces trois pays continents s'écartent d'une approche mercantiliste des relations internationales, où le commerce et l'interpénétration des économies garantissent la sécurité. L'Allemagne a constaté ces dernières années que les Européens devraient davantage penser leur avenir par eux-mêmes et pour eux-mêmes. Une vision stratégique commune sera adoptée dans les prochains mois sous l'impulsion française. Berlin y contribue, sans partager tous les concepts développés par Paris. Dans les prochaines années, le pays devrait rester une puissance réticente à intervenir militairement, soucieuse de défendre l'état de droit et disposée à faire beaucoup d'affaires. Pour la France, elle est un allié sûr. Et incontournable.

Jean-Christophe Ploquin
Rédacteur en chef à La Croix

ISRAËL ET PALESTINE : U

En 1967, à l'issue de la guerre des six jours, Israël occupait la bande de Gaza et la Cisjordanie. Au fil des ans, la situation ne le cours de l'histoire. Va-t-on assister à une disparition définitive de la Palestine ou bien au respect enfin de l'état de droit, qu'un non confessionnelle où les droits de tous seront promus et respectés ?

Une réalité tenace

En plus de 50 ans et avec le projet résolu d'un grand Israël dans la tête des dirigeants qui se sont succédés, les autorités politiques, judiciaires, administratives et militaires israéliennes ont consolidé le contrôle des territoires occupés, démantelant le territoire palestinien en une multitude d'enclaves ne communiquant pas entre elles, et détruisant son tissu social, culturel et économique. L'accaparement des terres palestiniennes, la confiscation de l'eau et la colonisation de la Cisjordanie, y compris Jérusalem Est, n'a cessé de provoquer des déplacements forcés par les démolitions de maisons et des expropriations alors que les demandes de permis de construire sont quasi systématiquement refusées. Aujourd'hui, plus de 250 colonies sont établies en Cisjordanie avec une population qui dépasse 600 000 colons israéliens. L'annexion de Jérusalem Est, contraire au droit international, est un fait depuis 1980. Elle se poursuit tous les jours par des expropriations y compris dans la vieille ville, ou comme à Cheikh Jarrah en mai dernier. L'annexion de l'essentiel de la vallée du Jourdain avait été annoncée par Netanyahu qui en était resté là devant les protestations internationales, attendant d'autres opportuni-

Les autorités israéliennes commettent des crimes contre l'humanité d'apartheid et de persécution, a déclaré Human Rights Watch dans un rapport d'avril 2021. Cette conclusion se fonde sur une politique globale du gouvernement israélien qui vise à maintenir la domination des Israéliens juifs sur les Palestiniens, et sur de graves abus commis dans le territoire occupé, y compris Jérusalem-Est.

www.hrw.org/sites/default/files/media_2021/04/israel_palestine0421_summary_fr.pdf



« Carte conceptuelle de la Palestine et d'Israël selon le plan de paix 2020 de Donald Trump. Benjamin Netanyahu accepte le plan, tandis que Mahmoud Abbas refuse toutes négociations en ces termes »

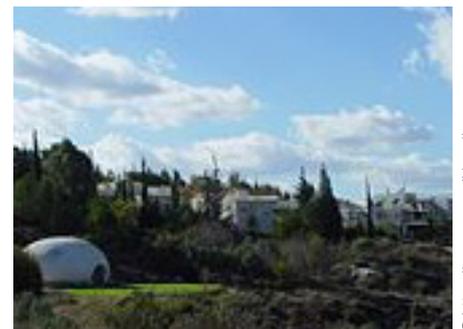
tés. La vallée du Jourdain est déjà pratiquement annexée. La bande de Gaza a été transformée en une immense prison.

Avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement, on aurait pu penser qu'il y aurait un infléchissement de cette politique. La politique israélienne reste axée sur l'extension de l'État Juif sur l'ensemble des territoires qu'il contrôle. La réalité du terrain confirme d'une part la poursuite, voire l'accroissement de la discrimination des populations non-juives – certains parlent d'« apartheid » – et en outre l'impossibilité concrète de la création d'un état palestinien souverain doté de tous ses droits.

La désespérance des populations parquées dans leurs quartiers, leurs villages et villes, dans ce qui s'apparente à des « bantoustans », se traduit par beaucoup d'angoisses et de résignation, l'absence d'avenir liée aux difficultés d'éducation des

jeunes, mais aussi par des actes de rébellion et des éruptions de violence quasi quotidiennes dont la plus forte cette année aura été la guerre de Gaza en mai dernier.

Le monde politique au niveau local comme au niveau international semble incapable de trouver les voies d'une résolution pacifique aux violences et au conflit. Localement, le déséquilibre est si grand entre les autorités israéliennes et palestiniennes qu'aucune initiative ne peut être prise sinon par Israël. La communauté internationale s'est habituée à cette situation qui dure depuis si longtemps, et malgré les accords d'Oslo de 1995, elle semble se désintéresser de l'évolution en cours. Les accords d'Oslo, qui ont créé les 3 zones de ce qui apparaît aujourd'hui comme un démantèlement de la Palestine, prévoyaient la création d'un État palestinien en 2000. Nous sommes en 2021 et rien ne laisse entrevoir cette création, bien au contraire. Israël continue de « coloniser » quotidiennement pour intégrer l'essentiel des territoires occupés de Cisjordanie.



«Neve Shalom (נְוֵה שְׁלוֹמ) - Wahat as-Salam (مجالس السلام) - «Oasis de Paix» en hébreu et en arabe - un village établi conjointement par des Juifs et des Arabes palestiniens, tous citoyens d'Israël. L'activité principale du village est le travail éducatif pour la paix, l'égalité et la compréhension entre les deux peuples.

Et pourtant, le « conflit » israélo-palestinien est politique, il implique une puissance occupante et un peuple occupé. Il y faut donc trouver une solution politique et celle-ci doit reposer

UN DÉASTRE SANS FIN ?

ne s'est guère améliorée, loin de là. Les réactions et le silence de la communauté internationale n'ont pas permis de changer 'il soit avec la création sur les frontières de 1967 d'un état palestinien de plein droit, ou avec la création d'une démocratie

sur l'application du droit international. Les paramètres d'un règlement sont connus, les résolutions des Nations Unies, le principe de l'échange de la terre contre la paix, la feuille de route du Quartet¹, l'initiative arabe de paix en ont fixé le cadre. La solution est dans la création d'un état palestinien sur les frontières de 1967 avec Jérusalem Est comme capitale.

Comment sortir de l'impasse ?

La communauté internationale ne doit pas se désintéresser d'une situation qu'elle a contribué à créer, qui n'est plus dans les médias au quotidien et qui est tellement enfouie dans ses travers qu'elle suscite plus de sentiment d'incapacité à agir que de volonté de trouver enfin une solution juste. D'autres intérêts entrent en jeu et conduisent notamment au refus de sanctionner Israël par la suspension des accords d'association lui conférant un statut de partenaire commercial et économique privilégié par exemple.



© <https://commons.wikimedia.org>

« À la suite des accords intérimaires sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, les Territoires palestiniens occupés ont été scindés en trois zones. Les zones A et B (en rouge), dites « autonomes » sont gérées civilement par l'Autorité palestinienne et la zone C (hachuré), incluant les colonies israéliennes et Jérusalem-Est est administrée par Israël. »

Accélération de la colonisation, nouvelles restrictions à la circulation des biens et des personnes pour écraser l'économie et l'agriculture palestiniennes, oppression accrue – notamment via les démolitions –, contrôle de plus en plus exclusif des ressources et du pouvoir local par l'armée israélienne et les colons, et ancrage de l'apartheid sont autant de conséquences soulevées, notamment, par l'ONG israélienne Yesh Din.

www.yesh-din.org

Cette politique impunie d'Israël a été régulièrement condamnée par les Nations Unies avec l'adoption au Conseil de sécurité de multiples résolutions dont la 2334 de décembre 2016 qui demandait à Israël de « *cesser immédiatement et complètement toute activité de colonisation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de respecter toutes ses obligations légales dans ce domaine* ». Depuis des années, les diplomates européens lancent, de manière de plus en plus alarmante, le même avertissement : le développement constant de la colonisation, à Jérusalem-Est comme en Cisjordanie, met en péril mortel la « solution à deux États », seule proposition diplomatique avancée à ce jour pour résoudre, par la négociation, le conflit israélo-palestinien.

Des organisations de la société civile, palestinienne comme israélienne, continuent de se battre pour une reconnaissance de l'égalité des droits de chacun et proposent des actions d'information et de mobilisation citoyenne concrète. Car comme en Afrique du sud, il y a quelques décennies, les pressions qu'exercent les citoyens pourraient changer la donne. Des campagnes sont menées en ce sens dans le monde comme « *Made in illegality* » ou encore « *don't buy into occupation* » qui ciblent les produits des colonies créées sur des

terres palestiniennes de manière illégale selon le droit international. Des associations cherchent à promouvoir le rejet de la violence des deux côtés et le vivre ensemble, seule voie de sortie possible dorénavant.

Israël a le devoir de mettre un terme à l'occupation. Mais puisqu'il ne s'y emploie pas, alors il est du devoir de tous de considérer et travailler à des alternatives. Même si cela paraît utopique, l'une d'entre elles ne serait-elle pas la création d'un état unique pour les deux peuples, avec un gouvernement représentatif et une égalité de droits pour tous les habitants, une démarche qui fasse sortir les peuples de cette région de l'opposition dans laquelle ils ont été placés par la violence et qui permette aux forces de paix de proposer et mettre en œuvre une solution pacifique ? Cette Terre sainte et la Jérusalem sainte où devraient se retrouver tous les croyants en un Dieu unique en valent bien la peine.

Justice et Paix France



« **La Paix est-elle possible ?** » est le titre d'un livre de la commission Justice et Paix de Terre sainte. Il présente la place et le rôle des Chrétiens de Terre sainte dans la promotion du vivre ensemble et de la paix. À lire sur le site : www.justice-paix.cef.fr

¹Le quartet est composé des USA, de la Russie, de l'UE et des Nations Unies.

